



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE N° VI-AR-2023/513

Arrêté Temporaire

Objet : Avenue Bouilloux Lafont, section comprise à partir de l'intersection de la rue Laurent Chenu et de l'intersection de la rue Théodore Charpentier.
Circulation interdite sauf aux riverains et aux véhicules de secours.

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales L 2213-1 à L2213- 6,

VU le Code de la Route et notamment les articles L 411.1 ; L 411.3, L 411.4, et L 411.8,

VU la loi n°82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée et complétée par la Loi n°96.142 du 21 février 1996,

VU l'arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU la demande présentée par la société CSC située route de Gien 45600 Sully sur Loire, devant entreprendre le retrait d'une citerne à gaz, avenue Bouilloux Lafont au droit du n°17 à Etampes,

CONSIDERANT que pour garantir la sécurité publique et faciliter le bon déroulement de cette intervention, il est nécessaire de réglementer la circulation, avenue Bouilloux Lafont, à Etampes,

ARRETE

ARTICLE 1 : La société CSC interviendra le mercredi 11 octobre 2023 de 8 heures à 12 heures. La circulation sera interdite sauf aux riverains et aux véhicules de secours, avenue Bouilloux Lafont, section comprise à partir de l'intersection de la rue Laurent Chenu et de l'intersection de la rue Théodore Charpentier à Etampes.

ARTICLE 2 : Des déviations seront mises en place par la société CSC comme suit :

-Rue des Cordeliers → rue de l'Abreuvoir du Mouton.

-Avenue Théodore Charpentier → rue de l'Abreuvoir du Mouton.

ARTICLE 3 : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie qui sera mise en place et entretenue par la société CSC.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis à :

Madame la Commissaire de Police, Chef de la circonscription d'Etampes,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Etampes,
Les Services Techniques Municipaux, et le service de la Police Municipale
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Etampes, le 31 août 2023.

Date de publication le 12 SEP. 2023

Pour extrait certifié conforme,



Par délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Maire-Adjoint
En charge de la Voirie

